# LES RÉVÉLATIONS

# DU PRINCE LICHNOWSKY



Payot & Cie
PARIS

50c

# LES RÉVÉLATIONS

DU

# PRINCE LICHNOWSKY

PAYOT & C^ie^, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106

1918

# AVANT-PROPOS

Au mois de mars 1918, on a eu connaissance, en dehors de l'Allemagne, d'abord par fragments, puis dans son entier, d'un mémoire qui avait été écrit par le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres au moment de la déclaration de guerre. Ce mémoire avait été rédigé au mois d'août 1916. Le prince, désirant laisser à ses enfants une justification des actes de leur père et, en même temps, faire connaître à quelques amis son opinion sur la politique allemande, fit tirer six exemplaires, à la machine à écrire, de son mémoire. Il en garda deux pour ses archives familiales et communiqua les quatre autres. L'un de ces exemplaires ainsi prêté confidentiellement fut reprêté par le dépositaire à un ancien officier de l'état-major du général de Moltke, le capitaine von Beerfeld. Ce dernier, malgré son stage dans la garde prussienne, était un noble soldat qui s'était courageusement battu, mais avait une angoisse inexprimée sur le bon droit de la cause qu'il défendait. Toutes les atrocités commises, la façon même dont la guerre avait commencé, par la violation de la neutralité belge, inquiétaient sa conscience. Tout cela n'était pas net. La lecture du mémoire du prince Lichnowsky fut pour lui une

révélation. C'était donc ainsi que la guerre avait été amenée!

La culpabilité de l'Allemagne était certaine et les coupables seraient fatalement punis. Le capitaine von Beerfeld estima de son devoir moral de faire connaître au plus de monde possible le réquisitoire du prince Lichnowsky contre le gouvernement impérial. Il était encore temps de sauver l'Allemagne, de faire comprendre à son peuple qu'on l'avait trompé en lui laissant croire qu'il se défendait, alors que c'était l'Allemagne qui avait attaqué, d'arrêter le carnage en instruisant immédiatement le procès des responsabilités et en montrant ainsi à l'adversaire que l'Allemagne reconnaissait de bonne foi ses fautes et ne désirait que signer au plus tôt une paix par laquelle elle réparerait le mal qu'elle avait causé.

Il fit donc, sans en demander au prince Lichnowsky l'autorisation, reproduire le mémoire et en distribua un peu partout des exemplaires, en particulier dans les milieux socialistes. Il avait compté sans la servilité intéressée des démocrates allemands. Ils lurent le mémoire, mais n'en profitèrent pas, préférant faire crédit à Hindenburg et Ludendorff, prometteurs de conquêtes dont le peuple allemand exploiterait les richesses volées. Des exemplaires tombèrent cependant sur du terrain moins stérile. L'association réformatrice *Neues Vaterland* fit imprimer le mémoire en bro-

chure, et une copie en parvint à Stockholm, où l'organe socialiste minoritaire *Politiken* en commença la publication en feuilleton, au début de mars 1918. Désormais, la conspiration du silence n'était plus possible. On ne put empêcher, sous peine de reconnaître implicitement la gravité des révélations, les journaux allemands d'en publier soit des extraits, soit le texte complet. Le document est désormais acquis à l'histoire.

Il est d'une importance considérable, car c'est un Allemand, et des plus qualifiés, qui porte en cassation le jugement que le peuple allemand s'était laissé imposer par son gouvernement au sujet de l'Angleterre. La culpabilité de l'Allemagne apparaît avec une lumineuse évidence. Tout ce que les historiens de l'Entente avaient jusqu'ici écrit, en se basant sur l'étude critique des faits, est entièrement confirmé par l'un de ceux qui étaient le plus à même de savoir la réalité.

Malgré l'apparent dédain et le persiflage dont le gouvernement allemand a salué l'apparition de cet écrit, c'est un coup terrible pour l'impérialisme prussien.

L'heure du châtiment approche.

RENÉ PUAUX.

Le mémoire du prince Lichnowsky porte comme titre : *Ma mission à Londres* 1912-1914. C'est en effet au sujet de son activité comme ambassadeur d'Allemagne à Londres, de 1912 à 1914, que le prince a cru nécessaire, vis-à-vis de ses enfants comme de ses amis, de fournir des explications.

Lorsque la guerre fut déclarée et qu'il revint en Allemagne, le prince fut violemment attaqué. On l'accusait de n'avoir pas prévenu le gouvernement que l'Angleterre se rangerait aux côtés de la France, on lui reprochait de n'avoir pas été assez habile pour empêcher cette intervention de l'Angleterre. C'est à ces accusations que le mémoire répond. Cette réponse peut se résumer en quelques points :

**1° Vous clamez partout que l'Angleterre voulait la guerre. Ça n'est pas vrai.**

**2° Vous affirmez que l'Angleterre était jalouse de notre commerce. Ça n'est pas vrai.**

**3° Vous représentez sir Edward Grey com-**

**me un fourbe qui a été l'instigateur de la guerre. Ça n'est pas vrai.**

Moi, prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, mieux placé que quiconque pour savoir la réalité des choses, je déclare que :

1° *L'Angleterre a fait tout ce qu'elle a pu pour conclure avec l'Allemagne des ententes amicales avant la guerre et que c'est vous, gouvernement de Berlin, qui l'avez empêché;*

2° *L'Angleterre, au moment où la crise menaçait, a fait tout ce qu'elle a pu pour arriver à une médiation qui empêcherait le conflit d'éclater et c'est vous, gouvernement de Berlin, qui l'avez empêché.*

Vous cherchez à couvrir votre responsabilité en déclarant que vous ne pouviez pas faire autrement que de soutenir, même jusqu'à la guerre, la politique autrichienne et que c'est la Russie qui vous a obligé à marcher. Je vous réponds que :

1° *C'est vous qui avez poussé l'Autriche à attaquer la Serbie;*

2° *C'est vous, quand l'Autriche a senti qu'elle était allée trop loin et a voulu reculer, qui avez subitement déclaré la guerre, parce que cette*

*guerre vous paraissait souhaitable et le moment bien choisi.*

Vous prétendez être le disciple de Bismarck et avoir fait une politique utile aux intérêts allemands. Ce n'est pas vrai. Vous avez fait et vous faites une politique digne du moyen âge. L'Allemagne, si elle avait suivi normalement et pacifiquement ses destinées, aurait été une puissance magnifique. Aux mains de ses militaires et de ses seigneurs réactionnaires elle se suicide. Maintenant il est trop tard. En croyant donner aux Hohenzollern la couronne de l'Univers vous aboutirez au résultat diamétralement contraire. Le monde entier vous tient pour responsable, à juste raison, de la catastrophe et, fatalement, **l'Allemagne n'échappera pas à la Démocratie.**

Elle sera encore une nation de marchands et de savants, mais son rêve d'empire colonial est évanoui et sa puissance militaire n'aura servi de rien.

Telles sont les grandes lignes du mémoire du prince Lichnowsky. Ce qui fait son immense importance, c'est que ce n'est pas là une brochure de polémique, rédigée en vue d'attaquer le gouvernement, mais un écrit strictement confidentiel dans lequel l'auteur soulageait sa

conscience et parlait en toute franchise pour ses enfants et trois ou quatre amis. Le prince n'est pas un révolté, réfugié à l'étranger pour y mener une campagne contre le gouvernement prussien, mais un Allemand patriote, anxieux sur le sort de son pays et qui a été navré de la publicité donnée à son mémoire. C'est une considération qu'il ne faut jamais perdre de vue, car elle est capitale.

D'autre part, il faut noter que ce mémoire, rédigé en vue d'une justification personnelle et d'un examen objectif de la politique allemande, n'a pas du tout fait exprès de nous livrer des renseignements sur les origines de la guerre. En développant son point de vue, le prince a été amené à parler des événements de juillet 1914. Ne devant être lues que par quelques rares intimes, d'ailleurs eux aussi, de par leur haute situation en Allemagne, parfaitement au courant des faits, ces révélations n'en étaient pas et ne pouvaient faire aucun tort à l'Allemagne. Elles appuyaient simplement l'exposé irréfutable du prince sur les erreurs et les fautes de la politique générale du gouvernement allemand.

Elles n'étaient qu'accessoires. Pour nous,

elles deviennent de première importance. Elles confirment tout ce que nous savions, tout ce que nous soupçonnions. Il est impossible au gouvernement allemand de dire que le mémoire du prince Lichnowsky est une brochure écrite par un publiciste à la solde de l'Entente. C'est le réquisitoire secret établi par un de ses plus grands ambassadeurs. A ceux qui voudront le lire en son entier (la brochure allemande a 48 pages), il sera facile de se procurer le texte complet, dont de nombreuses éditions françaises sont publiées ou en voie de publication. Nous ne voulons donner ici que les points essentiels de l'exposé.

Le prince, en effet, consacre des chapitres entiers à des questions spéciales, comme le projet d'accord anglo-allemand sur les colonies portugaises, comme les conventions d'Asie Mineure, comme les conférences balkaniques de Londres, etc., qui sont d'un puissant intérêt pour ceux qui sont familiers avec les questions diplomatiques, mais qui nous éloignent de la question principale, qui est celle des origines de la guerre et de la culpabilité du gouvernement allemand.

Nous avons reproduit plus haut les conclu-

sions de l'ancien ambassadeur. Nous allons maintenant donner quelques citations illustrant ces conclusions.

**La politique allemande inquiétait l'Europe.**

Le prince Lichnowsky arriva à Londres à la fin de 1912, pour y remplacer le baron Marshall von Bieberstein, mort subitement. Le prince était depuis huit ans en disponibilité après avoir été conseiller d'ambassade à Vienne et directeur du personnel au Ministère des Affaires Etrangères de Berlin. Il avait été désigné pour l'ambassade de Londres en raison de sa grande fortune et de sa distinction. Le ministre des Affaires Etrangères de l'époque, M. de Kiderlen-Waechter, avait bien un autre candidat, M. de Stumm, mais il était encore un peu jeune. Le prince Lichnowsky partit pour Londres avec la volonté de se consacrer loyalement à sa tâche.

Le moment, écrit-il, était sans aucun doute favorable pour essayer à nouveau d'améliorer nos relations avec l'Angleterre. Notre politique énigmatique au Maroc nous avait rendus suspects quant à nos intentions pacifiques : nous donnions l'impression de ne pas savoir ce que nous voulions, de tenir perpétuellement l'Europe en état d'alerte et, quand l'occasion s'en présentait,

d'humilier les Français. Un diplomate autrichien qui avait été longtemps à Paris me déclarait : « Chaque fois que les Français commencent à oublier la « revanche », vous réveillez régulièrement leurs souvenirs en leur marchant sur les pieds. »

Nous avions repoussé les tentatives faites par M. Delcassé pour s'entendre avec nous au sujet du Maroc, alors que nous avions auparavant déclaré solennellement que nous n'avions pas au Maroc d'intérêt politique (attitude d'ailleurs conforme aux traditions de la politique bismarckienne). Subitement nous découvrions en Abdul-Aziz un nouveau Krüger. Nous lui promîmes, comme aux Boers, la protection du puissant empire allemand. Ce fut le même étalage de force avec le même résultat. Les deux manifestations finirent, en effet, comme elles devaient finir, si nous ne voulions pas faire éclater la guerre mondiale, c'est-à-dire par une reculade. Ni la triste conférence d'Algésiras, ni la chute de M. Delcassé n'y purent rien changer.

Le résultat de notre attitude fut de favoriser le rapprochement russo-japonais et ensuite le rapprochement russo-anglais. Le « péril allemand » mit tout le monde d'accord. On se rendait compte qu'une nouvelle guerre franco-allemande était possible, mais ce qui s'était passé en 1870 ne se renouvellerait pas. Cette fois, ni la Russie, ni l'Angleterre ne pourraient rester indifférentes.

La Triple-Alliance s'était révélée stérile à Algésiras et le « coup d'Agadir » n'avait eu d'autre résultat que de blesser les Français et

d'inquiéter les Anglais. M. Lloyd George avait prononcé un discours avertissant l'Allemagne que l'Angleterre prenait l'affaire à cœur. Aussitôt l'Allemagne avait rentré ses griffes, donnant une fois de plus l'impression que sa politique de provocation n'avait aucun but bien défini. Au coup d'Agadir avait succédé un accord franco-allemand. On respirait donc de nouveau. Mais il était impossible de savoir ce que réservait le lendemain.

**L'Angleterre cherche une entente avec l'Allemagne.**

Le ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre, sir Edward Grey, conçut que le seul moyen de mettre un terme à ce perpétuel état de nervosité était de conclure des ententes généreuses avec l'Allemagne. Le peuple allemand se rendrait ainsi compte que personne ne lui voulait de mal. L'Angleterre, qui ne désirait qu'une chose : vivre en paix avec tout le monde, avait négocié précédemment avec la France et avec la Russie. Il voulait en faire autant avec l'Allemagne.

Pour cela, il suffisait de régler tous les vieux litiges, principalement dans le domaine colonial. Avec la Russie, on s'était entendu sur le

Thibet, la Perse, l'Afghanistan; avec la France, on avait réglé les querelles touchant l'Egypte, le Maroc, les Nouvelles-Hébrides, Terre-Neuve. Les intérêts allemands et anglais restaient en compétition en Asie Mineure et en Afrique. S'il était possible de les concilier, ce serait un grand pas de fait vers une conciliation plus générale, une étape décisive vers la Société des Nations, garante de la paix.

Les ententes que l'Angleterre avait conclues avec la France et la Russie n'avaient aucun caractère d'alliance agressive et elles n'engageaient en aucune manière l'Angleterre à épouser les querelles des autres. Selon les propres paroles de sir Edward Grey, que cite le prince Lichnowsky,

> Le Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne poursuivait un double but : arriver à un rapprochement amical et à un accord avec l'Allemagne, et « rapprocher les deux groupes ».

Pour y arriver, il prit le parti d'observer une attitude tout à fait amicale à l'égard de l'Allemagne dans les différents litiges internationaux, notamment lors de la conférence balkanique. Il se rangea du côté de la Triplice contre la Russie et la France au sujet de la créa-

tion de l'éphémère royaume d'Albanie. L'Allemagne, dans cette affaire, n'avait aucun intérêt direct, mais elle soutenait le programme autrichien. Elle devait de même, en 1914, soutenir le programme autrichien, bien qu'en sachant parfaitement que l'aboutissement de tout cela serait la guerre avec la Russie.

**L'Allemagne fait une politique anti-russe.**

Au lieu de nous entendre avec la Russie en admettant comme principe l'indépendance du Sultan, que le gouvernement de Saint-Pétersbourg ne désirait pas chasser de Constantinople; au lieu de renoncer aux interventions militaire et politique; au lieu de nous borner à défendre nos intérêts économiques en Orient et de nous contenter du partage de l'Asie Mineure en zones d'influence; au lieu de cela, nous avons mis notre ambition politique à être maîtres du Bosphore. En Russie, on en est arrivé à penser que la route de Constantinople et de la Méditerranée passait par Berlin. Au lieu de favoriser le puissant développement des pays balkaniques qui, une fois émancipés, sont rien moins que russophiles, nous nous sommes mis du côté de leurs oppresseurs turcs et magyars.

Cette erreur fatale de notre politique triplicienne en Orient a poussé la Russie, notre meilleure et naturelle voisine et amie, dans les bras de la France et de l'Angleterre et l'a détournée de sa politique d'expansion en Asie. L'erreur était d'autant plus flagrante qu'une

brusque agression de la France et de la Russie, seule raison justifiant la politique triplicienne, était hors de question.

**L'Allemagne épouse les querelles de l'Autriche.**

L'Allemagne a déformé le sens de l'Alliance conçue par Bismarck. Elle s'est mise à « épouser les querelles de l'Autriche ». Ce faisant elle s'est progressivement aliéné les jeunes puissances balkaniques victimes de l'Autriche, et est arrivée à la guerre.

Cette évolution de la politique allemande, se mettant à la remorque de Vienne, avait été remarquée, avant la guerre, par les propres amis de l'Allemagne.

Le roi Carol de Roumanie, qui était un Hohenzollern et qui avait conclu alliance avec l'Allemagne, déclarait à un diplomate allemand que cette alliance avait été conclue avec l'idée que l'Allemagne garderait la direction de la politique de la Triplice, mais que si l'Autriche devait en prendre la direction, la Roumanie se retirerait de la combinaison.

Si l'Autriche avait été de taille à réaliser seule ses desseins, l'Allemagne aurait pu à la rigueur fermer les yeux; mais en fait l'Autriche ne pouvait rien faire sans le secours et l'appui de l'Allemagne. Un simple *veto* de Ber-

lin eût suffi à l'arrêter net. Dans ces conditions la responsabilité de l'Allemagne est entière.

Le prince Lichnowsky remarque avec mélancolie que la politique allemande des dernières années avait choisi, comme de propos délibéré, toutes les causes perdues d'avance pour les soutenir. Sous la forme pittoresque d'une comparaison avec un champ de courses, il écrit :

> Nous avons toujours « misé » sur le cheval dont la chute était à prévoir : sur Krüger, sur Abdul-Aziz, sur Abdul-Hamid, sur Guillaume de Wied, roi d'Albanie, et finalement, erreur fatale entre toutes, nous avons fait le grand *plunge* sur l'écurie Berchtold (1).

Bismarck, une fois l'unité de l'Allemagne réalisée, avait eu pour principe de favoriser l'expansion russe en Asie et l'expansion française en Afrique, pour détourner ces deux puissances autant que possible des affaires européennes. Les successeurs de Bismarck, moins intelligents que lui, faisaient le nécessaire pour ramener la Russie et la France vers leurs frontières européennes.

Cette politique de perpétuelles chicanes, dont on ne savait jamais si la guerre ne sortirait pas,

(1) Le comte Berchtold, ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie, est celui qui a lancé l'ultimatum à la Serbie, en juillet 1914.

avait eu pour résultat de resserrer les liens entre les puissances qui se sentaient menacées par l'Allemagne.

**L'esprit de conciliation du cabinet anglais.**

A Londres, l'idée principale de sir Edward Grey et du cabinet Asquith était toujours d'arranger les choses. En décembre 1913, à la demande de Berlin, sir Edward Grey était encore intervenu auprès du gouvernement russe pour atténuer l'effet produit par la prétention allemande de faire donner le commandement du corps d'armée de Constantinople au général allemand Liman von Sanders.

Cet esprit conciliant du gouvernement anglais s'était manifesté à l'égard de l'Allemagne de façon irréfutable en cherchant à arriver à un accord définitif sur des questions coloniales.

L'Allemagne, on le sait, s'était lancée dans la grande entreprise du chemin de fer de Bagdad, dont elle avait obtenu la concession de la Turquie. Cette grande entreprise tendait vers le golfe Persique, depuis des siècles sphère d'influence anglaise. D'autre part, le Portugal avait un empire colonial énorme que ses ressources actuelles ne lui permettaient pas de mettre en valeur. L'Allemagne avait jeté les yeux sur cet

héritage possible, mais elle se heurtait à l'Angleterre, qui, liée d'une amitié séculaire avec le Portugal, jouait le rôle d'une sorte de légatrice universelle. Sir Edward Grey résolut, pour supprimer tout motif d'animosité entre l'Angleterre et l'Allemagne, de s'entendre loyalement avec Berlin pour le partage des colonies portugaises en zones d'influence et pour régler à l'amiable la question du chemin de fer de Bagdad et de son prolongement ainsi que toutes les questions relatives à l'Asie Mineure.

Si cet accord général intervenait, l'Allemagne n'aurait plus aucun motif de dire qu'on la traitait en ennemie en lui barrant partout la route. L'Allemagne satisfaite, l'Europe pourrait enfin respirer. Le prince Lichnowsky raconte tout au long cette négociation qui devait, en août 1913, se terminer par un plein succès. Le gouvernement anglais, imitant Bismarck, donnait à l'Allemagne les plus grandes facilités d'expansion lointaine pour lui ôter tout prétexte de s'hypnotiser sur ses frontières de l'Europe occidentale et sur la mer du Nord.

**La duplicité de Berlin.** Le gouvernement anglais avait compté sans la duplicité de Berlin. Lorsque le traité sur les colonies portugai-

ses fut paraphé en août 1913, le gouvernement allemand refusa de le signer, car sir Edward Grey y avait fait insérer la clause formelle que le traité ne resterait pas secret, mais serait publié dans le délai maximum d'un an. Pourquoi cette cause si simple, si loyale arrêta-t-elle le gouvernement allemand? Le Ministre des Affaires Etrangères de l'époque, M. von Jagow, a, depuis les révélations du mémoire du prince Lichnowsky, tenté de l'expliquer. D'après lui, le traité était assez médiocre et le peuple allemand n'en aurait pas été satisfait. On l'aurait vivement critiqué, les journaux allemands auraient déclaré que l'Angleterre n'avait pas fait la part de l'Allemagne assez belle; que l'Angleterre, ayant garanti au Portugal l'intégrité de ses colonies par le traité de Windsor, ne concédait à l'Allemagne qu'un privilège de commerce et non une prise de possession réelle des colonies portugaises et que tout cela aurait fini en mots amers qui n'auraient pas du tout servi au rapprochement anglo-allemand, qu'il avait lui-même tant à cœur! Cette première explication est tellement lamentable qu'elle n'existe pas. Quand la France a conclu son entente avec l'Angleterre sur les questions coloniales, il y a

eu naturellement dans la presse des spécialistes qui ont critiqué un à un tous les points de l'accord en poussant les hauts cris sur chacun d'eux. Cela n'a pas empêché l'amitié franco-anglaise.

La seconde raison donnée par M. de Jagow est que l'Allemagne avait à ce moment-là des négociations directes en train avec le Portugal et que la publication du traité n'aurait plus permis à l'Allemagne d'obtenir d'autres concessions.

Nous touchons ici du doigt un des procédés allemands. Tandis qu'à Londres on négociait loyalement pour un partage équitable des zones d'influence, l'Allemagne cherchait en secret à obtenir des concessions du Portugal, évidemment dans la zone réservée à l'Angleterre, de telle sorte qu'en fin de compte l'Angleterre, après avoir concédé la moitié à l'Allemagne, aurait trouvé l'autre moitié, la sienne, hypothéquée par l'Allemagne.

Cet aveu cynique est à retenir.

**Il fallait tromper le peuple allemand.**

Mais il y a la troisième raison que M. de Jagow se garde bien d'avouer. Le gouvernement allemand ne voulait pas que la signature

d'un traité extrêmement généreux, quoi qu'en dise M. de Jagow, avec l'Angleterre fût connue du peuple allemand au moment où on allait le lancer dans la guerre mondiale. Il fallait lui laisser l'illusion d'une hostilité du monde entier contre l'Allemagne.

Le prince Lichnowsky révèle qu'on ne lui donna, de Berlin, l'autorisation de signer le traité que dans les derniers jours de juillet 1914, au moment où la guerre allait éclater. C'était là une manœuvre de la dernière heure pour endormir la méfiance de l'Angleterre, lui faire croire que l'Allemagne était animée de sentiments pacifiques et ne désirait rien tant qu'entretenir des relations cordiales avec l'Angleterre.

Il y a là un chapitre de diplomatie allemande d'un puissant intérêt rétrospectif.

**Les Anglais ne jalousaient pas l'Allemagne.**

On a déclaré en Allemagne que les Anglais étaient jaloux des succès commerciaux allemands et avaient fait la guerre pour abattre leurs rivaux.

Le prince Lichnowsky déclare :

La jalousie commerciale, dont on parle tant chez

nous, repose sur une appréciation fausse de la situation. Sans doute, l'essor commercial de l'Allemagne après la guerre de 1870, et pendant les décades suivantes, menaçait les intérêts des milieux commerciaux anglais, qui avec leur industrie et leurs maisons d'exportation avaient possédé en fait une sorte de monopole. Mais d'autre part, les échanges commerciaux entre l'Angleterre et l'Allemagne allaient en croissant; l'Allemagne était, de tous les pays d'Europe, celui où l'Angleterre importait le plus. Et ce fait, que je signalais toujours dans mes discours, avait fait naître chez les Anglais le désir de rester en bons termes avec leur meilleur client, leur meilleure relation d'affaires et refoulé peu à peu toutes les autres considérations.

L'Anglais est *matter of fact,* il prend son parti des faits existants et ne s'attaque pas à des moulins à vent. C'est précisément dans les milieux commerciaux que je trouvais l'accueil le plus empressé et le vif désir de favoriser les intérêts économiques communs aux deux pays.

**La menace de la flotte allemande.** On sait comment Guillaume II, après avoir hérité, de ses ancêtres prussiens, d'une formidable armée dont les rouages ne cessaient de se perfectionner dans un but dont nous avons aujourd'hui la preuve, s'était mis dans la tête d'avoir une flotte tout aussi formidable. Il serait ainsi devenu le souverain absolu de la terre et de la mer, le maître du monde. La

France, l'ancienne France de Napoléon, la seule puissance militaire que pût redouter l'Allemagne, avait été abattue en 1870; la mater à nouveau semblait chose facile. Sur la Russie on lancerait l'Autriche comme un brûlot. Mais la vraie, la seule grande rivale, c'était l'Angleterre. L'armée prussienne ayant vaincu la France et ayant aidé l'Autriche à refouler la masse inorganisée de l'armée russe, l'Angleterre se trouverait isolée, livrée seule à l'assaut final de l'Allemagne. Si le gouvernement allemand a, en août 1914, manifesté une telle fureur de l'intervention anglaise aux côtés de la France, c'est qu'il avait l'espoir que l'Angleterre se prêterait de bonne grâce au plan allemand qui ne prévoyait « l'exécution » de l'Angleterre que pour plus tard. La création de la grande flotte allemande, les paroles de Guillaume II : « *Unsere Zukunft liegt auf dem Wasser* » (Notre avenir est sur l'eau), n'étaient pas pour rassurer l'Angleterre. A Londres, cependant, on s'était peu à peu familiarisé avec l'idée d'une puissante flotte allemande, à la condition que le programme de constructions navales ne prît pas des proportions exagérées. M. Winston Churchill, premier lord de l'Ami-

rauté, avait proposé à l'ambassadeur d'Allemagne un moyen d'arranger les choses.

De part et d'autre, en Angleterre et en Allemagne, on suspendrait, pendant un certain temps, les nouvelles constructions. Ainsi, les forces respectives resteraient dans le même rapport. Cela ne modifierait la situation ni de l'un ni de l'autre et cela permettrait de réaliser de sérieuses économies dont les œuvres sociales bénéficieraient. Du côté allemand, on ne voulut rien entendre.

Le prince Lichnowsky affirme que, malgré la question de la flotte, on aurait pu parvenir à une entente.

**Berlin est hostile aux efforts de son ambassadeur.**

Tandis que le roi d'Angleterre, M. Asquith, premier ministre, sir Edward Grey, ministre des Affaires Etrangères, son cabinet, M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, tout le monde en Angleterre cherchait à aider l'ambassadeur d'Allemagne dans son œuvre de rapprochement, le ministre des Affaires Etrangères de Berlin ne songeait qu'à lui mettre des bâtons dans les roues.

Les succès que j'obtenais à Londres et la situation que j'avais pu y acquérir en peu de temps inspiraient à certains personnages une fureur indescriptible. On inventa des circulaires pleines d'arguties pour rendre mes fonctions plus difficiles; on me laissa dans l'ignorances des choses les plus importantes et on me réduisit à ne recevoir communication que des rapports les plus ennuyeux et sans portée. Je n'eus jamais connaissance des rapports des agents secrets sur des choses que je ne pouvais pas apprendre, ne faisant pas d'espionnage et n'ayant pas les fonds nécessaires.

Cette ignorance voulue dans laquelle le ministère des Affaires Etrangères de Berlin tenait l'ambassadeur d'Allemagne à Londres s'explique. La politique réelle du gouvernement allemand étant toute différente que celle que poursuivait le prince Lichnowsky, il n'y avait donc aucune raison de le mettre dans le secret. On le laissait agir, en étant décidé à ne tenir aucun compte ni de ses conseils ni de ses avertissements.

En peu de temps, le prince avait acquis la conviction que l'Allemagne n'avait à craindre aucune attaque de la part de l'Angleterre ni aucune attaque étrangère soutenue par l'Angleterre. Par contre, l'Angleterre ne permettrait jamais que l'Allemagne attaquât la France. Le prince exprima nettement cette manière

de voir dans de nombreux rapports, avec preuves à l'appui. On affecta, à Berlin, de n'en pas tenir compte. L'heure de la crise européenne approchait qui allait démontrer combien le prince avait vu juste.

**L'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche.**

Le 28 juin 1914, le prince était à Kiel, invité par l'empereur d'Allemagne à bord de son yacht le *Meteor*. C'est là qu'il apprit, en même temps que Guillaume II, l'assassinat, à Serajevo, de l'archiduc héritier d'Autriche. Cette nouvelle fit — on le sait par divers témoignages — une grande impression sur l'empereur. A l'un, il déclara : « Tout est à recommencer! » A l'autre, il dit : « C'est un crime contre le Germanisme. » Devant le prince Lichnowsky il déplora que « tous les efforts qu'il avait faits pour gagner à ses idées l'archiduc héritier étaient désormais inutiles ». On a beaucoup discuté ces divers propos de Guillaume II, on s'est demandé si l'empereur et l'archiduc héritier n'avaient pas, quinze jours auparavant, dans leur rencontre à Konopitz, le 12 juin, fixé un programme d'action que la mort subite de l'archiduc venait remettre en question.

**Le secret de Konopitz ?** L'archiduc était-il partisan de la guerre avec la Serbie, et Guillaume II pensait-il pouvoir compter davantage sur lui que sur le vieil empereur François-Joseph? L'archiduc, au contraire, était-il hostile à la guerre, et les « idées » de Guillaume II, *à ce moment-là,* étaient-elles orientées vers des combinaisons politico-diplomatiques et non guerrières? Il est extrêmement difficile de le dire, car c'est le secret des deux interlocuteurs, dont l'un est mort. Quant à Guillaume II, ses « idées » ont tellement varié qu'il est pratiquement impossible de deviner ce qu'il voulait exactement. Il est, en tout cas, certain que l'assassinat de l'archiduc dérangeait des plans et impressionna vivement Guillaume II. De par sa conception médiévale de la souveraineté de droit divin, un attentat contre une tête couronnée lui paraissait presque comme un sacrilège appelant les foudres du ciel.

**L'Europe n'était pas inquiète.** Le drame de Serajevo fit sur toute l'Europe une grande sensation mais personne n'en tira immédiatement des conclusions pessimistes pour la paix du monde. Le crime avait été commis par

un Bosniaque, sujet autrichien. C'était une affaire intérieure autrichienne, conséquence malheureuse d'un long régime d'oppression que les provinces slaves de la Monarchie avaient dû subir. La main de fer de Vienne se ferait peut-être, comme châtiment de l'attentat, plus lourde; il y aurait peut-être une évolution, du fait du nouvel héritier, dans les grandes directions de la politique austro-hongroise; l'influence du Vatican et du parti catholique se ferait peut-être moins sentir que si François-Ferdinand avait ceint la couronne; mais à cela se borneraient vraisemblablement les conséquences de l'événement. Telles étaient les opinions que l'on avait sur les suites de l'attentat de Serajevo.

Le prince Lichnowsky avoue lui-même :

« Comme je n'étais pas au courant des idées ni des intentions de Vienne, je n'attribuai pas à l'événement une portée considérable. »

**Berlin se préparait déjà au conflit avec la Russie.**

Le lendemain, 29 juin 1914, le prince Lichnowsky quittait Kiel, que Guillaume II avait quitté dès la veille au soir pour rentrer à Berlin. L'ambassadeur se rendait dans ses propriétés de Silésie pour y pas-

ser quelques jours de vacances. Nous touchons ici à la partie la plus intéressante de ses révélations, car c'est celle qui a trait le plus directement aux responsabilités de la guerre.

A son passage à Berlin, il vit le chancelier de Bethmann-Hollweg et M. de Zimmermann, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. Tous deux lui parlèrent en termes assez noirs de la Russie. Ils s'inquiétaient des armements russes, des nouvelles recrues que la Russie allait lever. Ces deux conversations sont extrêmement intéressantes à cause de la date à laquelle elles ont eu lieu. Pour que, dès le 29 juin, c'est-à-dire au lendemain même de l'attentat de Serajevo, alors qu'il était matériellement impossible au gouvernement autrichien d'avoir pu réunir le prétendu dossier sur la complicité de la Serbie dans l'attentat, les dirigeants de l'Empire d'Allemagne se soient montrés aussi préoccupés de la Russie, il devient évident que **M. de Bethmann-Hollweg et M. de Zimmermann étaient au courant des intentions de l'Autriche et en concluaient que, fatalement, la guerre avec la Russie s'ensuivrait.**

**Berlin encourage l'Autriche.**

Le prince repassa par Berlin le 5 juillet, rentrant à Londres, où il arriva le 6.

A son passage à Berlin, il apprit que l'Autriche avait l'intention d'agir contre la Serbie. La date est, ici aussi, d'une importance capitale. C'est, en effet, le 5 juillet qu'eut lieu le fameux conseil de Potsdam, dont la conclusion fut que l'Empereur donna carte blanche à l'Autriche pour agir comme bon lui semblerait. C'était la décision fatale d'aller jusqu'à la guerre s'il plaisait à l'Autriche d'attaquer la Serbie. Le prince écrit :

> Plus tard, j'appris que, dans la délibération décisive du 5 juillet 1914, à Potsdam, la demande de Vienne avait eu l'approbation absolue de toutes les personnalités dirigeantes, et qu'on avait même ajouté *qu'il n'y aurait aucun inconvénient à ce qu'il sortît de là une guerre avec la Russie.* C'est du moins ce que dit le protocole autrichien de cette délibération, reçu à Londres par le comte Mensdorff, ambassadeur d'Autriche.

**Le mot d'ordre est d'endormir les méfiances.**

Le prince Lichnowsky reçut de Berlin comme instructions d'agir sur la presse anglaise pour lui inspirer une attitude bienveillante à l'égard de l'Autriche. L'ambassadeur

**répondit qu'il lui paraissait difficile de faire accepter par l'opinion anglaise l'écrasement de la Serbie comme châtiment d'un assassinat, même commis sur un archiduc. L'Angleterre avait toujours été sympathique aux petites nationalités, elle avait pris parti pour la Serbie lors de l'affaire de Bosnie.**

Je me crus donc obligé de faire entendre des avertissements pressants. Je mis en garde mon gouvernement contre l'ensemble de ce projet, que je qualifiai d'aventuré et de dangereux, et je conseillai de recommander aux Autrichiens la modération, étant donné que je ne croyais pas à la localisation du conflit.

M. von Jagow me répondit que la Russie n'était pas prête; **qu'il y aurait bien un peu de vacarme, mais que plus nous soutiendrions fermement l'Autriche, plus la Russie reculerait.** L'Autriche nous accusait déjà de mollesse; il ne fallait pas faiblir. D'autre part, disait-il, les sentiments russes devenaient de plus en plus hostiles à l'Allemagne et, dans ces conditions, nous sommes obligés de risquer le coup.

Cette attitude, à ce que j'ai vu plus tard, était fondée sur les rapports du comte Pourtalès, qui assuraient que la Russie ne bougerait pas, quelles que fussent les circonstances, et qui nous engageaient à exciter le comte Berchtold à manifester la plus grande énergie possible.

**L'ambassadeur d'Allemagne menace la Russie.**

L'ambassadeur d'Allemagne en Russie, le comte Friedrich de Pourtalès, était un homme d'une grande médiocrité et d'une extrême vanité. Mais il jouissait, étant allié aux familles Kanitz, Sydow et Bismarck, d'une haute autorité dans les milieux de la cour. Il était persuadé qu'il allait, en menaçant la Russie, la faire humblement capituler et recueillir ainsi un succès considérable.

Il déclarait, dans ses dépêches, que la Russie ne lèverait pas le petit doigt et qu'il se faisait fort, par une attitude comminatoire, de tout lui faire accepter. Il eut cette attitude jusqu'au bout, en homme sûr de lui-même. Il multiplia, le 26, le 29, le 30 juillet, ses démarches tranchantes, tant sur l'ordre de Berlin que sur sa propre initiative, avec le résultat que la Russie, effrayée par cette attitude menaçante, mobilisa pour être prête à se défendre. Quand le chancelier donna finalement au comte de Pourtalès l'ordre de déclarer la guerre à la Russie, l'ambassadeur d'Allemagne s'effondra, balbutia, se trompa de document. Son manque de clairvoyance aurait dû entraîner sa disgrâce. Il fut, au contraire, fêté tandis que le prince

Lichnowsky, qui avait prévenu de tout ce qui allait arriver, fut traîné dans la boue.

**L'espoir dans la médiation de l'Angleterre.**

Le prince Lichnowsky, sentant, vers la fin de juillet 1914, la tournure terrible que prenaient les événements, tenta vainement de faire quelque chose pour sauver la paix. Un seul moyen se présentait : faire intervenir l'Angleterre comme médiatrice. L'année précédente, lors de la crise balkanique, sir Edward Grey avait réussi, par une action discrète sur la Russie, à écarter le conflit menaçant. Cette fois encore, s'il parvenait à conseiller à la Russie la modération devant l'attentat prémédité par l'Autriche contre la Serbie, cela donnerait le temps de réunir une conférence qui, comme celle de l'année précédente sur l'Albanie, trouverait des formules de conciliation. Pour aller au plus pressé, il fallait agir sur la Serbie pour qu'elle ne répondît point de façon négative à l'ultimatum austro-hongrois.

Sir Edward Grey, pressenti par le prince Lichnowsky, fit la démarche nécessaire. Puis, de concert, le secrétaire d'Etat et l'ambassadeur cherchèrent un projet de médiation acceptable.

**L'Allemagne empêche toute médiation.** Cette partie de l'histoire des préliminaires du drame est connue. Tous les projets successifs de sir Edward Grey que le prince Lichnowsky transmettait à Berlin y furent l'un après l'autre repoussés pour des raisons futiles. La mauvaise volonté était si évidente que sir Edward Grey finit par demander à l'Allemagne de proposer elle-même une formule de médiation à laquelle il se ralliait d'avance. Berlin s'abstint de formuler quoi que ce soit. Comme M. de Jagow l'a avoué tout récemment, l'Allemagne ne voulait pas de conférence parce qu'elle savait qu'elle y serait en minorité et que les projets de destruction de la Serbie n'y seraient pas approuvés. Or, comme le révèle le prince Lichnowsky, **l'Allemagne insistait pour que la Serbie fût « massacrée »** (massakriert).

Il était impossible de comprendre notre attitude dans une affaire qui, en somme, ne nous concernait pas directement. Les prières instantes et les déclarations de M. Sazonof, les télégrammes vraiment humbles du tsar, les propositions répétées de sir Edward Grey, les avertissements du marquis de San Giuliano et de M. Bollati, mes conseils pressants, tout cela ne servit à rien.

**L'Autriche veut reculer. L'Allemagne déclanche la guerre.**

Bientôt les événements se précipitèrent. Enfin **au moment où le comte Berchtold**, qui jusque alors avait joué à l'homme fort suivant les instructions de Berlin, **se décida à changer d'attitude**; au moment où la Russie, après avoir négocié et attendu pendant toute une semaine, procédait à sa mobilisation, **l'Allemagne répondit** à cette mobilisation par un ultimatum et **une déclaration de guerre.**

**L'Allemagne savait que l'Angleterre marcherait.**

Devant l'intransigeance caractérisée de l'Allemagne, Sir Edward Grey s'était décidé, le 29 juillet, à aviser l'ambassadeur d'Allemagne que l'Angleterre ne pourrait pas assister indifférente au conflit mondial qui avait tout l'air de se préparer. Le prince Lichnowsky lui répondit que cet avertissement était inutile, car **il avait lui-même déjà averti Berlin de la certitude du fait.** Sir Edward Grey lui répéta à plusieurs reprises : « Ce sera la plus grande catastrophe que le monde ait jamais vue. »

L'Allemagne a toujours déclaré que l'entrée en guerre de l'Angleterre avait été pour elle une épouvantable surprise. On se rappelle la fameuse entrevue de M. de Bethmann-Hollweg

avec sir Edward Goschen, ambassadeur d'Angleterre, le 4 août, la scène du « chiffon de papier ». Le chancelier de l'Empire d'Allemagne paraissait stupéfait que l'Angleterre pût s'émouvoir à ce point de la violation de la neutralité belge. Intervenir pour un tel « chiffon de papier », c'était donner un coup de poignard dans le dos à cette Allemagne loyale qui n'avait jamais cherché qu'à être l'amie de l'Angleterre. Or, le prince Lichnowsky révèle que, **dès le 31 juillet, le Ministère des Affaires Etrangères de Berlin lui avait télégraphié de considérer désormais l'Angleterre comme pays ennemi.** On peu juger par ce fait de la bonne foi allemande.

**L'Angleterre reste courtoise et noble.**

La déclaration de guerre terminait la mission du prince Lichnowsky à Londres. Il partit, pénétré d'une grande tristesse, mais entouré des plus affectueuses prévenances des autorités et de la société anglaises. La famille royale lui écrivit, une garde d'honneur lui présenta les armes au moment de son embarquement; dans sa dernière visite, M. Asquith, premier ministre, avait les larmes aux yeux. Quant à sir Edward Grey, il pria l'ambassadeur de venir le voir à son do-

micile. Il lui déclara, avec une grande émotion, que l'Angleterre serait toujours prête à faire les premiers pas en vue d'une médiation. L'Angleterre entrait en guerre pour rester fidèle à sa parole, mais non dans le but de détruire l'Allemagne. Il faut souligner cette attitude si noble, si correcte de l'Angleterre et la comparer à celle des autorités allemandes à l'égard des ambassadeurs de l'Entente à Berlin.

**L'Allemagne se révèle grossière et brutale.**

La populace allemande déchaînée, excitée par la fureur guerrière d'un gouvernement criminel, brisa les carreaux des ambassades. Il fallut la protection de la police pour permettre au corps diplomatique de partir sans être écharpé. Aucune avanie, aucune grossièreté ne furent épargnées. Guillaume II, par l'entremise d'un de ses écuyers, qui s'acquitta de sa tâche sur un ton insultant, fit renvoyer à l'ambassade d'Angleterre les insignes honorifiques anglais qu'il possédait. L'ambassadeur de France, le distingué M. Jules Cambon, fut traité comme un malfaiteur de droit commun, surveillé, dans son wagon, par un soldat revolver au poing. Sous le frêle vernis de sa « kultur », l'Allemagne se révélait dans sa

nature, telle que les Hohenzollern l'avaient modelée : bestiale, grossière dans ses appétits et ses manières, jalouse et haineuse. Tout l'enseignement de ses écrivains et de ses penseurs d'autrefois, tout ce qui avait été son honneur de grande nation civilisée s'évanouissait. Tel était le fruit d'une politique dont la caste militaire et les hobereaux prussiens avaient eu la direction : on comprend la douleur d'un Allemand, noble et droit, aimant sa patrie, devant un pareil résultat.

**Les amères réflexions de l'ambassadeur.**

Le prince Lichnowsky, rentré dans le calme de la retraite, se prit à réfléchir sur toutes ces choses. C'est ainsi qu'il écrit :

Après deux années écoulées, en regardant en arrière et en évoquant tous les événements, je me dis que j'ai trop tardé à reconnaître qu'il n'y avait pas de place pour moi dans un système qui, depuis des années, ne vivait plus que de tradition et de routine. Il faut à ce système des représentants décidés à ne mettre dans leurs rapports que ce que l'on veut y lire. On y combat les gens dépourvus de parti pris et doués d'un jugement indépendant. On y prône, on y apprécie les incapables et sans caractère : les succès obtenus ne provoquent que défaveur et inquiétude.

Pourtant la politique n'est ni de l'acrobatie, ni du

sport. Elle consiste à défendre les intérêts de son pays comme un commerçant défend ceux de sa maison. Il n'y a que l'intérêt général qui compte.

Malgré les fautes commises en juillet 1914, tout pouvait encore s'arranger. L'entente avec l'Angleterre était chose faite. Nous n'avions qu'à envoyer à Saint-Pétersbourg un ambassadeur qui eût au moins des capacités moyennes et qu'à donner à la Russie l'assurance que nous ne voulions ni nous emparer de Constantinople, ni étrangler la Serbie.

Nous n'avions besoin ni d'alliance, ni de guerre. Nous n'avions besoin que de traités nous protégeant tout en protégeant les autres. Notre essor économique, qui était sans précédent dans l'histoire, eût vu son avenir assuré.

**Le prince condamne la politique de son gouvernement.**

Le prince Lichnowsky, après avoir relaté qu'à **l'Office des Affaires Etrangères de Berlin, on lui déclara,** au moment de son retour, **qu'il valait mieux que la guerre éclatât dès 1914 parce que la Russie aurait été prête en 1916,** résume ainsi ses accusations contre le gouvernement allemand :

1° *C'est l'Allemagne qui a encouragé le gouvernement autrichien à attaquer la Serbie, bien qu'aucun intérêt allemand ne fût en jeu;*.

2° *C'est l'Allemagne qui a repoussé tout projet de médiation malgré l'attitude conciliante*

*de la Serbie, qui acceptait l'ultimatum autrichien sauf deux points sur lesquels il était facile d'arriver à un accord;*

3° *C'est l'Allemagne, alors que l'Autriche n'était pas attaquée et que le Cabinet de Vienne était, au dernier moment, prêt à céder, qui a saisi brusquement le prétexte de la mobilisation russe (qui n'était nullement inquiétante, vu son extrême lenteur) pour déclarer la guerre.*

En présence de ces faits incontestables, conclut le prince, il n'est pas étonnant qu'en dehors de l'Allemagne le monde civilisé tout entier nous impute à nous seuls la responsabilité de la guerre universelle.

Faut-il s'étonner que nos ennemis déclarent qu'ils ne veulent pas s'arrêter avant l'anéantissement de ce système qui constitue pour nos voisins un danger permanent ? En agissant autrement, *n'auraient-ils pas à craindre d'être obligés,* dans quelques années, de reprendre les armes et de voir de nouveau leurs provinces envahies, leurs villes et leurs villages anéantis ?

**La mentalité allemande ne s'est pas améliorée.**

Le prince Lichnowsky termine son étude en faisant un tableau de la mentalité allemande contemporaine.

Au lieu d'évoluer vers un régime démocratique, mettant au pouvoir des hommes libéraux et sages, l'Alle-

magne est restée sous la domination des seigneurs féodaux et des militaires. Malgré la transformation de l'Allemagne par l'industrie capitaliste et l'organisation socialiste, « les vivants, suivant l'expression de Nietzsche, continuent à être gouvernés par les morts (c'est-à-dire par les représentants d'idées que l'on croyait abolies) ».

Le prince Lichnowsky ne désespère pas, cependant, de l'avenir de sa patrie, car il est persuadé que le **but de guerre le plus élevé des ennemis : la démocratisation de l'Allemagne, se réalisera.**

La politique suivie par le gouvernement allemand a été un retour vers le passé au lieu d'être une marche vers l'avenir. Cette politique n'était même pas allemande, elle était la politique de la maison impériale et royale d'Autriche. Les Autrichiens s'étaient progressivement habitués à considérer l'alliance avec l'Allemagne comme une sorte de parasol à l'ombre duquel ils pouvaient, quand il leur plaisait, faire des excursions en Orient.

**L'Allemagne ne peut pas être victorieuse.**

Cela a abouti à la mêlée des peuples, et dès août 1916, au moment où il écrivait son mémoire, le prince se rendait compte que l'Allemagne ne pouvait pas espérer remporter une victoire absolue sur toutes les nations liguées contre elle. Pour qu'une paix pût

intervenir, il fallait envisager un compromis dont la première condition serait l'évacuation des pays envahis. Une condition non moins urgente était d'éviter tout ce qui, dans la conduite de la guerre, était de nature à indigner l'opinion étrangère : les déportations belges, la mise à mort de citoyens anglais (allusion à l'assassinat du capitaine Fryat), la guerre sous-marine.

On sait comment, depuis deux ans, le gouvernement allemand, loin de suivre ces conseils, n'a fait qu'amplifier son régime de terreur barbare. Toute possibilité de paix de compromis s'est évanouie.

**L'Allemagne restera isolée de la Société des Nations.**

En terminant son réquisitoire, le prince Lichnowsky envisage l'avenir du monde comme définitivement fermé à la puissance allemande.

Les Etats latins d'Europe se grouperont comme se sont groupées les nations latines de l'Amérique du Sud. Ils entretiendront les mêmes bons rapports avec l'empire britannique que l'union sud-américaine avec les Etats-Unis.

L'Allemagne, n'ayant plus de place dans ces groupements et ayant, avec la guerre, perdu toute possibilité

de se faire un empire colonial, exercera son activité dans le domaine intellectuel et dans le domaine commercial, après s'être débarrassée de ses bureaucrates et de ses soldats.

Tel est, exactement analysé, le mémoire du prince Lichnowsky. Il faut toute la fureur d'un gouvernement coupable, affolé devant des révélations aussi précises, pour n'avoir trouvé rien d'autre à dire que le prince Lichnowsky était un niais et un vaniteux qui se croyait « plus malin que le Ministère des Affaires Etrangères ».

Pour tout lecteur de bonne foi, le mémoire du prince donne, bien au contraire, l'impression d'avoir été écrit par un homme fort intelligent, de jugement mesuré et droit.

Le jour où le peuple allemand se réveillera, cette petite brochure remplacera, à son chevet, toute la littérature empoisonnée des pangermanistes dont il s'est intoxiqué depuis des années, et son auteur sera considéré comme l'un de ceux qui auront tenté de sauver l'Allemagne et compris son véritable intérêt.

# LES ÉTUDES DE LA GUERRE

## Première Série.

**N° 1.** — Notre programme. — Le message de Guillaume II au Président Wilson (10 août 1914). — L'Hypothèse d'une nouvelle « Dépêche d'Ems ».

**N° 2.** — Le message autographe de Guillaume II (reproduction photographique et observations). Encore une dépêche de Guillaume II au Tsar, jusqu'ici inconnue.

**N° 3.** — Le secret de la soirée du 29 Juillet 1914. — Télégrammes inconnus de Guillaume II et de Nicolas II. — Les dépêches supprimées du 30 Juillet 1914.

**N° 4.** — Les dépêches manquantes du 30 Juillet. — Un autre plaidoyer pro-allemand. — L'Allemagne et la prolongation de l'ultimatum autrichien.

**N° 5.** — Ce qu'était le désintéressement de l'Autriche. (Confidences du comte Tisza-Juillet 1914). — Une nouvelle preuve du Mensonge du 3 Août 1914. — Lord Haldane et l'Allemagne.

**N$^{os}$ 6 et 7.** — La Correspondance secrète de Guillaume II et de Nicolas II, de 1904 à 1907. — Interview de M. Isvolsky. — Souvenirs de l'incident de Dogger-Bank.

**N° 8.** — Les révélations de M. Stephen Pichon. — L'ultimatum à la France du 31 Juillet 1914. — Le Conseil du 31 Juillet 1914 et le Kriegsgefahrzustand.

**N° 9.** — Le Conseil de Potsdam du 5 juillet 1914. — Le major von Eggeling. — M. de Schoen le 31 Juillet 1914.

**N° 10.** — Le rapport Muehlon. — La responsabilité personnelle de Guillaume II. — Le socialiste David et la Wilhelmstrasse.

**N$^{os}$ 11 et 12.** — Le mémoire du prince Lichnowsky.

Prix du cahier in-8 de 80 à 120 pages......... 1 50
Prix de la série............................... 18 »

**Les 12 fascicules ont paru.**

Imprimerie «Union», 46, Boulevard Saint-Jacques, Paris.

Imprimerie « Union », 46, Boulevard Saint-Jacques, Paris.